

## Bulletin d'histoire politique

# La quête d'une société normale: critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec

Ronald Rudin



Volume 3, Number 2, Winter 1995

L'histoire du Québec revue et corrigée

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063243ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063243ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique  
Septentrion

### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Rudin, R. (1995). La quête d'une société normale: critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 3(2), 9–42.  
<https://doi.org/10.7202/1063243ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

## LA QUÊTE D'UNE SOCIÉTÉ NORMALE: CRITIQUE DE LA RÉINTERPRÉTATION DE L'HISTOIRE DU QUÉBEC

Ronald Rudin

*Université Concordia<sup>1</sup>*

**A**u cours des trois dernières décennies, la plupart des initiatives politiques provenant du Québec ont eu l'effet d'accentuer le caractère distinct de cette province. Ces interventions se sont concentrées dans les domaines linguistique et constitutionnel, de telle sorte que le Québec fut proclamé «*province pas comme les autres*»<sup>2</sup>, ou plus récemment «*société distincte*». Curieusement, au même moment où les politiciens québécois cherchaient la reconnaissance d'une forme de statut particulier, le travail des historiens indiquait que, sous plusieurs angles, leur société était «normale» et que le passé pouvait être compris grâce à des processus propres au monde occidental tels que l'urbanisation et l'industrialisation. Dans l'esprit de ces historiens, les préoccupations linguistiques et culturelles sont supplantées par l'adhésion du Québec à un modèle général de développement économique et social qui diffère peu de celui qu'ont suivi les autres sociétés occidentales. Bien qu'à prime abord ces deux visions puissent sembler contradictoires, elles furent mises de l'avant par des Québécois partageant un même profil et une perspective semblable.

Les jeunes historiens qui ont accédé aux nouvelles chaires créées par l'expansion du réseau universitaire québécois sont de la même étoffe que les nouveaux maîtres politiques de l'époque post-duplessiste. Ces deux groupes sont composés de professionnels formés à l'extérieur du Québec ou mis en contact avec des approches inconnues de leurs prédécesseurs. Les technocrates qui ont tenu les rennes du gouvernement avaient fait leurs études dans l'esprit de l'État-providence. Ils se sont affairés à rendre le Québec semblable aux autres états occidentaux, en délogeant l'Église catholique et en procurant les services nécessaires à une société industrielle moderne. En pratique, cependant, cette «normalisation» du Québec ne pouvait pas être réalisée au sein du cadre constitutionnel canadien tel qu'il existait au début des années 1960. Ainsi, pour atteindre cet objectif de

rapprochement avec le monde extérieur, les Québécois cherchèrent à occuper une place particulière au sein de la fédération. Ce qu'ils voulaient pour le Québec, c'est ni plus ni moins que les institutions d'une société «normale», et les circonstances firent en sorte qu'ils durent jouer sur son caractère distinct pour réaliser leur but.

Les jeunes et talentueux Québécois qui choisirent de devenir historiens dans les années 1960 furent influencés par cette même mentalité, ce qui les amena à construire un Québec — cette fois-ci dans le passé — qui ressemblait fort, lui aussi, au reste du monde occidental. Tandis que les technocrates étudiaient Keynes, les historiens absorbaient les concepts du matérialisme et du structuralisme déjà élaborés dans les sciences sociales modernes. Certains étaient marxistes, d'autres furent influencés par l'École des Annales, et d'autres encore se lancèrent dans les méthodes quantitatives développées aux États-Unis. Toutefois, ils acceptèrent tous comme prémisses que l'évolution des sociétés passent par certaines étapes et que des facteurs matériels causaient le changement social. Cette conception laissait peu d'espace aux forces, comme le catholicisme, qui ne pouvaient servir qu'à faire détonner le Québec dans le contexte nord-américain. Comme l'affirmait Gérard Bouchard, il fallait montrer que le Québec fonctionnait à «l'heure américaine et occidentale. Le Québec est donc une société industrielle, capitaliste et libérale, aussi développée, aussi moderne que les autres<sup>3</sup>.»

Cette recherche de la normalité a poussé les technocrates à jouer avec les notions de statut particulier. Mais, libres de telles préoccupations politiques concrètes, les historiens se sont contentés de rejeter le modèle de l'histoire du Québec qui avait dominé depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce modèle, défendu par des historiens d'obédiences politiques diverses, comme François-Xavier Garneau au siècle dernier, l'abbé Lionel Groulx au début du XX<sup>e</sup>, ainsi que Michel Brunet et Fernand Ouellet dans les décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, affirmait le caractère distinct du Québec. Plus précisément, ces historiens mettaient l'accent sur la manière avec laquelle l'évolution du Québec avait été dominée par les valeurs distinctes partagées par sa population (plus particulièrement celle de langue française).

Les remarques de Lord Durham sur ce peuple «sans histoire» motivèrent Garneau, le premier historien du Québec, à exhiber les caractéristiques qui distinguaient les francophones. Dans les premières éditions de son *Histoire du Canada*, Garneau souligna les contributions de la classe moyenne, les laïcs québécois qui avaient dirigé les Rébellions de 1837-1838.

Mais dans les éditions subséquentes, il donna aussi crédit aux valeurs catholiques pour la survivance du peuple canadien-français. Groulx mit l'accent non seulement sur l'importance des valeurs religieuses, mais aussi, face à l'urbanisation rapide de la société, au caractère essentiellement rural de ce peuple<sup>4</sup>. Brunet, qui regrettait la persistance du messianisme, de l'anti-étatisme et de l'agriculturisme, ne les vit pas moins comme des facteurs déterminants de l'histoire du Québec<sup>5</sup>. Quant à Ouellet, bien qu'il chercha à donner le premier rôle aux grandes forces économiques, son explication de la place des francophones dans l'économie ne fut jamais complètement exempte d'allusions à une mentalité particulière et démodée<sup>6</sup>.

Ces historiens, de Garneau à Ouellet, ont capitalisé sur les valeurs des Québécois, écartant le rôle des facteurs structurels. À partir des années 1970, cependant, une nouvelle génération, absolument convaincue de la primauté des forces économiques, commençait à laisser sa marque. Ces historiens, auxquels nous donnerons le nom de «révisionnistes», comprennent des gens comme Paul-André Linteau, Jean-Claude Robert, Jacques Rouillard et Normand Séguin; du côté des anglophones, on pourrait aussi inclure Brian Young et Allan Greer qui se sont facilement intégrés dans le milieu intellectuel des révisionnistes, grâce à leur capacité de travailler en français (ce dont les historiens de langue anglaise du Québec n'ont pas toujours fait preuve) et leur propre prédisposition à se concentrer sur les facteurs structurels.

Ces historiens, francophones comme anglophones, sont pour la plupart nés à la fin des années 1940 et ont atteint l'université à la fin des années 1960, avant de joindre les rangs du corps professoral dans la décennie suivante<sup>7</sup>. Dans les grandes lignes, ils ont rejeté le rôle directeur de l'Église, l'importance du conflit ethnique et l'accent sur les valeurs rurales qui ont si longtemps dominé la littérature. Ils se sont même passés de la Conquête comme événement central de l'histoire du Québec, observant que la plupart des structures politiques, économiques et sociales n'étaient pas affectées par ce que les historiens avant eux interprétaient comme un cataclysme. Libérés du besoin qu'éprouvaient leurs prédécesseurs d'expliquer la signification de la Conquête, ces révisionnistes tendent à porter leur attention sur les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Ils y ont trouvé un Québec en voie d'urbanisation et profondément divisé par des conflits de classes, comme l'étaient la plupart des autres sociétés occidentales de l'époque. Comme l'affirmait Linteau, «Les gens de ma génération se sont beaucoup préoccupés d'étudier les structures; leur histoire a fait une plus large place aux grand schémas d'interprétation et aux perspectives théoriques<sup>8</sup>.»

On ne doit pas pousser trop loin la critique de cette nouvelle approche, surtout lorsqu'on constate la pauvreté de celle qui avait dominé si longtemps et qui insistait sur le caractère unique de l'expérience québécoise. En effet, la plupart des revues récentes de l'historiographie du Québec (y compris deux écrites par l'auteur de ces lignes<sup>9</sup>) ont, en général, fait l'éloge de la tendance dans laquelle s'engageait le révisionnisme. Maintenir que le Québec était une société rétrograde et dirigée par les prêtres, dans laquelle l'État ne faisait rien, les hommes d'affaires francophones étaient presque inexistantes, et les conflits de classes s'effaçaient virtuellement au profit des batailles ethniques et linguistiques, était clairement une distorsion de la réalité. Néanmoins, il nous apparaît maintenant raisonnable de vérifier si le pendule a basculé trop loin dans l'autre direction. En cherchant à présenter le Québec comme semblable aux autres sociétés occidentales, est-ce que les révisionnistes n'ont pas trop porté attention aux facteurs structurels à l'exclusion des valeurs qui ne peuvent pas toujours être facilement reliées au contexte économique et social?

D'une certaine façon, cette question a déjà été soulevée par Fernand Ouellet dans une condamnation virulente de l'historiographie québécoise récente<sup>10</sup>. Ouellet critique les études qui «montrent l'entrepreneur canadien-français... comme un homme d'affaires comme les autres», qui «minimisent l'importance du contrôle clérical» sur la société québécoise, qui voient «l'évolution du travailleur québécois [comme] identique à celle des travailleurs du monde entier»<sup>11</sup>. En lieu et place de cette insistance sur l'influence des structures externes, Ouellet demande qu'on redonne préséance aux «sources internes des problèmes économiques».<sup>12</sup> Un tel retour à la primauté de ces malheureuses «mentalités d'Ancien régime» des Québécois de langue française serait consistant avec ses publications antérieures et orienterait les travaux historiques sur ces aspects de l'expérience québécoise qui s'écartent d'une quelconque norme définie arbitrairement<sup>13</sup>.

De plus, Ouellet s'objecte au travail des révisionnistes, qu'il associe au «mouvement indépendantiste des années 1970»<sup>14</sup>. Il semble convaincu, par exemple, que les efforts des révisionnistes pour démontrer les succès de certains hommes d'affaires francophones constitue un message sur la capacité des Québécois de faire leur chemin dans le monde. Dans un contexte différent, il interprète l'accent mis sur l'urbanisation et l'industrialisation dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle comme un effort pour démontrer que le «Québec s'est modernisé d'une manière uniforme jusqu'à aujourd'hui»<sup>15</sup>. D'une façon comme de l'autre, la critique de Ouellet est à côté de la question, puisque les révisionnistes, et c'est tout à leur honneur, ont

essayé de laisser de côté la question nationale dans leur récit du développement économique et social, justement parce qu'ils inscrivaient le Québec dans un contexte international plus large.

Contrairement à la condamnation virulente faite par Ouellet de l'historiographie québécoise récente, cet article ne propose pas de rejeter complètement le modèle révisionniste. La critique présentée ici ne se plaint pas d'un soi-disant séparatisme implicite au révisionnisme, comme le perçoit Ouellet. Cet article ne partage pas non plus son ardent désir de retourner à une historiographie qui se complaisait dans les facteurs locaux à l'exclusion des déterminants plus larges. On y met plutôt l'accent sur la nécessité de trouver un équilibre entre l'ancien modèle, que Ouellet représentait de façon plus qu'adéquate dans sa critique, et la nouvelle interprétation des révisionnistes. Les travaux historiques récents tenté de montrer au reste du monde que le Québec s'est développé de façon normale. Cela ne devrait pas nous empêcher de discuter des aspects du passé qui lui étaient, à bien des égards, particuliers. Le but de cet article est simplement de soulever des questions et de provoquer un débat nécessaire sur les implications de l'approche révisionniste.

Les prochaines sections sont consacrées à l'analyse du révisionnisme à travers l'étude des nombreuses questions dont le traitement a été complètement transformé depuis les années 1970. Dans l'historiographie plus ancienne, les relations entre les anglophones et les différentes minorités se caractérisaient par le conflit, tandis que les nouveaux travaux tendent à souligner une certaine harmonie. L'urbanisation a rarement été étudiée avant les années 1970, puisque le Québec était vu comme le bastion de la vie rurale. Dans les publications plus récentes, cependant, les valeurs urbaines de la culture occidentale sont à l'avant-plan. De plus, l'accent sur les valeurs profanes a remplacé le rôle central qu'on accordait au catholicisme dans les études antérieures. Ces travaux plus anciens portaient peu attention au développement de l'État, prenant pour acquis qu'il y avait peu à dire à ce sujet dans une société si fermement ancrée dans les valeurs catholiques et rurales. Libérés de tels présupposés, les nouveaux travaux insistent sur le développement parallèle de l'État au Québec et ailleurs au Canada.

La discussion qui suit se fonde sur un examen des études produites par quelques-uns des membres les plus importants de la génération qui a émergé dans les années 1970. Cette tâche a été réalisée par la consultation d'un certain nombre de monographies et de deux récents ouvrages de synthèse qui s'inspirent en grande partie des premières<sup>16</sup>. Quand Paul-

André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert ont publié le premier tome de leur *Histoire du Québec contemporain* en 1979, il fut reçu, avec raison, comme une admirable synthèse des études considérées ici comme révisionnistes. La seconde édition, publiée dix ans plus tard, constitue maintenant un bon reflet des tendances dominantes de l'historiographie québécoise du début des années 1990<sup>17</sup>. Publié en 1988, *A Short History of Quebec: A social and Economic Perspective*, par Brian Young et John Dickinson, joue le même rôle<sup>18</sup>. Ensemble, ces deux synthèses sont le reflet de l'acceptation rapide du révisionnisme comme point de vue dominant dans les écrits historiques du Québec.

L'ouvrage de Young et Dickinson embrasse l'histoire du Québec tout entière, depuis le Régime français jusqu'à aujourd'hui, tandis que celui de Linteau et al. n'aborde que la période débutant au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, les deux se rejoignent par leur approche que l'on a décrite ici comme révisionniste, puisqu'ils privilégient tous les deux les forces économiques et sociales. Ainsi, le travail de Linteau et de ses collègues était conçu de façon à examiner «les structures plutôt que les conjonctures<sup>19</sup>». Embrassant le Québec du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui, l'ouvrage est divisé en périodes chronologiques qui coïncident avec les étapes du développement économique à l'intérieur desquelles les questions politiques et culturelles étaient clairement subordonnées aux enjeux économiques et sociaux. De la même façon, Young et Dickinson ont décidé d'éviter une périodisation qui attirerait l'attention sur des événements tels que la Conquête ou la Confédération. Ils ont plutôt divisé leur histoire du Québec à partir d'une «trame socio-économique» dans laquelle «la prospérité et les autres manifestations du pouvoir économique... prédominent sur la politique, la culture et les idéologies, dont le nationalisme<sup>20</sup>».

Étant donné l'effort déployé dans les deux ouvrages cités pour faire entrer l'histoire du Québec dans un moule approprié à n'importe quelle société occidentale, certains aspects du passé québécois ont rapidement été pardonnés sans confession. Comme on l'expliquera plus loin, les révisionnistes ont mis en sourdine pratiquement chaque élément suggérant que l'histoire du Québec s'écarterait d'une norme occidentale favorisant l'urbanisation et la laïcisation. La dernière section de cet article propose une façon d'équilibrer les caractéristiques «normales» et «distinctes» de l'histoire du Québec à partir d'une comparaison entre l'évolution de l'historiographie québécoise et irlandaise. En effet, l'idée de cette critique vient des lectures que l'auteur de cet article a faites sur l'histoire de l'Irlande. Ces dernières ont révélé des similitudes avec ce qui s'est écrit au Québec, tant au point de vue

des écoles de pensée que de celui des forces sociales et politiques qui ont entraîné les changements historiographiques<sup>21</sup>. Les études comparées ont toujours été utiles pour obtenir une meilleure perspective de ce qui est unique et de ce qui n'est pas si exceptionnel dans le passé d'une nation. Dans le cas qui nous intéresse, l'approche historiographique comparée nous offre quelques indices permettant de corriger les excès du révisionnisme au Québec.

### **Majorité et minorité**

Un des fondements de la vieille historiographie est l'accent qu'elle mettait sur les différences entre majorité de langue française et minorité largement mais pas exclusivement de langue anglaise. Les anglophones ne furent jamais considérés comme importants en tant que tels dans ces études plus anciennes qui se concentraient sur le Canada français, plutôt que sur le Québec. Néanmoins, l'expérience de la minorité y a toujours joué un rôle important, ne serait-ce que pour juger, par comparaison, de l'histoire du Québec francophone. Pour Brunet, par exemple, la présence des Anglais conquérants était l'élément formateur de l'histoire de la majorité francophone. En gros, l'histoire du Québec est devenue la lutte entre les anglophones qui avaient le pouvoir et les francophones qui n'avaient aucun espoir de succès. Dans la perspective de Ouellet les Anglais n'étaient plus les conquérants, mais demeuraient les gagnants du fait de leur manière supérieure de répondre aux défis économiques et sociaux qu'ils ont rencontrés. Tout en insistant sur le fait que les francophones n'avaient pas le monopole de la pauvreté, soulignant la nature multi-ethnique de la classe ouvrière du Québec, il constatait néanmoins que les affaires étaient réservées aux Anglais à cause des défauts des Français<sup>22</sup>. En conséquence, dans les deux scénarios, le clivage social fondamental au niveau de la distribution du pouvoir, était ethnique et linguistique. Les classes sociales émergeaient occasionnellement mais leurs conflits étaient considérablement moins importants que les différences entre les deux groupes linguistiques.

Dans la préface de leur synthèse, Linteau, Durocher et Robert ont clairement exprimé que telle n'était pas la perspective des historiens révisionnistes. Pour eux, le mot Québécois désignait «tous les résidents du Québec, que leur ancêtre soit venu du nord-ouest, il y a quelques milliers d'années, qu'il soit arrivé de France à l'époque de Jean Talon, qu'il soit un Écossais ayant traversé l'Atlantique en 1780, un Irlandais fuyant la Grande Famine, un Juif tentant d'échapper aux persécutions de certains pays d'Europe de l'Est ou encore un Italien voulant sortir d'un Mezzogiorno qui



a peu à lui offrir<sup>23</sup>.» En définissant sans ambiguïté leur sujet d'étude comme étant tous ceux qui vivent au Québec, ils transmettent aux minorités, y compris celles dont la langue maternelle n'est ni le français, ni l'anglais, une acceptation en tant que «vrais Québécois» qu'ils n'avaient jamais eue auparavant. En acceptant les membres des groupes minoritaires comme de vrais Québécois, les révisionnistes ont jeté les bases d'une description de la société divisée en classes.

Ces historiens ont apporté une contribution importante en intégrant les non-francophones au courant dominant de l'histoire du Québec, mais du même souffle, ils semblent avoir perdu de vue le conflit réel qui existait entre la majorité et les différentes minorités. Alors que J. I. Little ne trouvait aucune animosité particulière entre les anglophones et les francophones des Cantons de l'Est au moment où les francophones assumaient une position majoritaire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>24</sup>, ma propre recherche, qui portait sur un coin de la même région, a révélé une rancœur considérable entre les résidents parlant français et les Écossais<sup>25</sup>.

De la même façon, il y a une tendance de la part des révisionnistes à peindre de façon idyllique la relation entre les francophones et les immigrants qui sont arrivés au Québec ne parlant ni le français, ni l'anglais. Par exemple, Linteau et ses collègues ont plusieurs fois fait référence à la place des immigrants juifs dans la classe ouvrière mais n'ont pas porté beaucoup d'attention au mauvais traitement qu'ils ont quelquefois reçu de la majorité linguistique. Même si les vitrines des boutiques des marchands juifs le long du boulevard Saint-Laurent étaient souvent cassées durant la Grande dépression, les auteurs de *l'Histoire du Québec contemporain* ont noté que l'hostilité envers les Juifs se manifestait rarement en termes de «haine ouverte ou l'invocation de mesures comme l'expulsion ou la discrimination systématique<sup>26</sup>.»

En ce qui concerne les relations sociales, les révisionnistes voulaient donner l'impression d'une société relativement pluraliste dans laquelle les divers groupes vivent une coexistence plutôt harmonieuse. Après avoir établi cette prémisse, ils ont alors entrepris d'étudier les relations économiques entre la majorité et les minorités mais uniquement dans le cadre des relations entre les classes. Ainsi, plutôt que de discuter des carences de la majorité francophone, les révisionnistes ont expliqué le plus grand pouvoir économique des anglophones par l'habileté de certaines classes de profiter plus que d'autres des facteurs structurels qui ne peuvent être contrôlés par personne. Pour Young et Dickinson, les Anglais ont eu du succès après la Conquête grâce à leur «leur connaissance des marchés de l'empire ou des

États-Unis (...) quelle que fût leur nationalité<sup>27</sup>.» Ils ont noté qu'au milieu du dix-neuvième siècle, «une grande partie du capital et des moyens de production était concentrée entre les mains Québécois anglophones». Ils ont attribué cette situation aux avantages que les hommes d'affaires de langue anglaise avaient sur les marchés, rejetant d'emblée toute explication pouvant être reliée à l'origine ethnique des deux groupes linguistiques<sup>28</sup>. Au tournant du siècle, les propriétaires d'entreprises moyennes, membres de la moyenne bourgeoisie de la province, ont été écartés à l'arrivée du capitalisme de monopole. Linteau et ses partenaires expliquèrent que c'était une question de classes, et non pas une question de langue, même si les propriétaires des entreprises plus petites avaient tendance à être Français, de ceux des plus grandes, Anglais. Ils ont souligné que cette marginalisation d'une strate particulière du monde des affaires était un phénomène universel, et non «propre au Québec»<sup>29</sup>.

Qu'ils discutent de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière, les révisionnistes ont présenté une conception qui met les clivages de classes au-dessus des divisions linguistiques. Les deux ouvrages de synthèse ont rejeté avec énergie toute identification des classes laborieuses avec la majorité francophone. Linteau et ses collègues ont affirmé que:

l'idée de classe ethnique, c'est-à-dire l'identification d'un groupe ethnique à une classe sociale, a été battue en brèche. On reconnaît l'existence de plusieurs classes, dont la composition ethnique est variée (...) On aurait tort d'associer trop étroitement prolétariat et canadienne-française<sup>30</sup>.

La présence d'anglophones pauvres est un élément-clé de cette interprétation, ce qui explique l'attention portée par Young et Dickinson au fait qu'au début du dix-neuvième siècle:

seule une poignée de ces immigrants anglophones appartenaient à la petite noblesse, ou (...) étaient les descendants de marchands britanniques riches et en vue. La plupart des immigrants arrivaient dans les cales insalubres et surchargées des navires transporteurs de bois qui revenaient allégés de leur cargaison de bois vers les ports canadiens<sup>31</sup>.

Des historiens comme Bettina Bradbury et Terry Copp ont aussi souligné la présence, plus tard dans le même siècle, d'anglophones parmi les pauvres de Montréal, se concentrant ainsi sur des questions de classes plutôt que sur des enjeux ethniques ou linguistiques<sup>32</sup>.

Il n'est nullement question de revenir à la façon de faire de l'ancienne historiographie qui fondait son explication sur l'exploitation économique d'une majorité opprimée par une minorité. Il y a néanmoins matière à revoir

la façon dont les révisionnistes ont abordé ce sujet. Par exemple, on doit se demander si l'accent mis sur la présence d'Anglais dans une classe ouvrière si largement définie n'a pas sous-estimé les avantages dont jouissaient les membres de ce groupe linguistique. Young et Dickinson relatent le rôle crucial des artisans du début du 19<sup>e</sup> siècle sans faire référence au fait que certains métiers étaient en réalité monopolisés par des anglophones. Le statut d'apprenti n'était accordé qu'aux gens parlant la même langue si bien que les francophones étaient à toute fin pratique exclus, à cause des valeurs culturelles des Anglais. Dans le même ordre d'idées, les descriptions que font ces auteurs de l'émergence des grandes entreprises et de l'industrie lourde au tournant du siècle négligent de faire mention des pratiques d'embauche qui rendirent presque impossible l'emploi de francophones à la Banque de Montréal et au chantier maritime Vickers<sup>33</sup>.

Young et Dickinson avaient raison d'accorder de l'importance à la façon dont la production artisanale était une caractéristique cruciale de la vie pré-industrielle et au fait que le capitalisme de monopole était essentiellement un phénomène du début du 20<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, ces auteurs n'ont pas raconté toute l'histoire car ils ont omis de relater les différences entre les expériences des classes ouvrières française et anglaise. Dire qu'il y avait de la pauvreté dans tous les groupes n'enlève rien au fait que les anglophones avaient certains avantages que les effets structurels de l'économie ne peuvent pas expliquer tout-à-fait. De la même façon, en ce qui concerne la bourgeoisie, on doit se demander si l'évolution de la structure économique ne jouait pas au détriment des francophones. On reparlera davantage du rôle de l'Église catholique plus loin. Mais disons tout de suite qu'il ne faudrait pas rejeter d'emblée l'impact de toute une série d'institutions reliées à l'Église qui firent la promotion de ce que Mgr Paquet appelait «la vocation de la race française»:

Notre mission est moins de manier des capitaux que de remuer des idées; elle consiste moins à allumer le feu des usines qu'à en entretenir et à faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée<sup>34</sup>.

De toute évidence, les ministres protestants ont également véhiculé des messages semblables à travers le Canada anglais, répliqueront avec raison les adeptes du modèle structuraliste. Mais ces ministres n'avaient pas à leur service l'infrastructure dont disposait l'Église catholique pour vendre leur message. Ils n'avaient pas non plus l'héritage de la Conquête qui pouvait leur permettre de dissuader les francophones d'envahir le monde des affaires. Une telle invasion n'aurait pu se faire au niveau supérieur de l'économie, à cause des sommes importantes qui auraient été nécessaires, mais

aucune recherche sérieuse n'a été faite sur les couches inférieures du monde des affaires pour savoir si l'entrepreneurship des Québécois francophones était comparable à celui de leurs vis-à-vis anglophones. Ils n'y a pas eu, non plus, de suite à la recherche de Norman Taylor, recherche qui date maintenant de plus de trente ans et qui indiquait que des facteurs, tels que l'excès d'individualisme, étaient au moins partiellement responsables du taux élevé d'insuccès des entreprises au Québec<sup>35</sup>. Bien que Gérard Bouchard ait récemment suggéré que la solidarité particulière entre les francophones d'une même communauté a peut-être nui à l'accumulation du capital, personne n'a vraiment repris idée et la plupart des études récentes ont misé sur le comportement économique «rationnel» des Québécois<sup>36</sup>.

De nombreuses études ont été réalisées au cours des deux dernières décennies pour démontrer l'existence d'entreprises d'une certaine importance dirigées par des francophones. Mais elles n'indiquent pas si, dans des circonstances semblables, un groupe linguistique avait davantage d'aptitudes pour les affaires que l'autre<sup>37</sup>. Même si Young et Dickinson sont prêts à croire que les attitudes francophobes des entrepreneurs de langue anglaise les ont empêchés d'investir dans la province<sup>38</sup>, il est dorénavant tabou d'affirmer que le comportement des francophones pouvait également être influencé par leur appartenance culturelle. L'historiographie des Noirs aux États-Unis a traversé une période semblable dans les années 1970 quand il devint inacceptable de parler de tout aspect de l'expérience des Noirs qui résulterait d'une quelconque faiblesse de leur part, peu importe la cause. Toutefois, comme le rapportait Peter Novick au milieu des années 1980: «Les nouveaux historiens de l'expérience noire ont poussé ce mouvement d'affirmation (...) si loin, que tout nouveau pas en avant ne pouvait aboutir qu'à une caricature<sup>39</sup>.»

Il n'y a aucun signe dans l'historiographie du Québec que les révisionnistes s'apprêteraient à retraiter de leur position selon laquelle on ne peut distinguer les francophones des autres, dans le monde des affaires. Il est néanmoins curieux que, placés devant la possibilité que des facteurs culturels aient pu avoir quelque importance, Young et Dickinson se soient contentés de répondre que «l'interprétation culturelle de ce phénomène pose un problème<sup>40</sup>.» Quant à Linteau, Durocher et Robert, même s'ils sont peu disposés à reconnaître une quelconque importance aux attitudes particulières des francophones, ils ont, eux aussi, remarqué que la discrimination a contribué à reléguer les groupes non-anglophones au bas de l'échelle. Mais, en bout de ligne, ils n'ont pas osé aborder de tels facteurs non-structurels qu'ils voyaient comme «réels mais bien difficiles à mesurer<sup>41</sup>.»

Dans un cas comme dans l'autre, les auteurs n'ont pas offert une explication raisonnable de la non-pertinence des valeurs culturelles comme facteur distinguant les deux groupes linguistiques. Ils ont plutôt trouvé qu'il y avait certaines difficultés à travailler avec de telles variables. Mais on doit se demander si cela ne s'explique pas par le fait que ces historiens, habitués de travailler avec des variables structurelles «dures», sont maintenant confrontés à des variables plus «douces». Il va sans dire que les difficultés qu'ils éprouvent devant ces facteurs apparemment non quantifiables que sont les valeurs culturelles ne les justifient pas de les ignorer. Bien qu'il soit peut-être plus simple de prétendre que tous les Québécois ayant les mêmes moyens ont eu une part égale dans l'économie, il vaut quand même la peine de dépasser les affirmations simplistes de la vieille historiographie pour explorer la panoplie de facteurs qui militent contre l'homme d'affaires de langue française.

Dans la même veine, les historiens révisionnistes ont trouvé plus facile d'atténuer les différences entre les anglophones et les francophones que de composer avec la tâche d'expliquer leurs véritables divisions. Par exemple, Young et Dickinson ont souligné le rôle des anglophones qui ont appuyé les Patriotes dans les années 1820 et 1830<sup>42</sup>. Après le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, cependant, on parle peu du rôle politique de la minorité, ce qui amène le lecteur à croire que son attitude était analogue à celle de la majorité. Linteau et ses collègues maintiennent cette position jusqu'à un certain point lorsqu'ils notent que «si la communauté anglophone présente des positions relativement homogènes en regard de la question nationale, elle se caractérise elle aussi [comme les francophones] sur les autres questions par un large pluralisme idéologique<sup>43</sup>.»

Évidemment, les deux groupes d'auteurs n'étaient pas prêts à affirmer directement qu'il y avait des différences politiques constantes entre les francophones et les anglophones. Bien qu'il devint courant de brandir les noms de Robert et Wolfred Nelson pour suggérer qu'il y avait un appui anglophone considérable aux rébellions de 1837, le fait est que la minorité était grandement sous-représentée au sein des Patriotes<sup>44</sup>. Et après la Confédération, chaque fois que la place du Québec dans la fédération fut remise en question, il y eut une divergence notable entre francophones et anglophones. Linteau, Durocher et Robert reconnaissent de telles différences sur la «question nationale», mais le fossé entre les deux groupes était encore plus profond que cela. Une exemple significatif est la régularité avec laquelle, depuis la Deuxième Guerre mondiale, les anglophones ont exprimé leur aliénation par rapport au système politique québécois en s'abstenant de voter dans une plus grande proportion aux élections provinciales. Quant aux

francophones, ils avaient tendance à se tenir davantage éloignés des bureaux de scrutin des élections fédérales que les membres de la minorité<sup>45</sup>.

Il apparaît maintenant nécessaire d'explorer les véritables différences sociales, économiques et politiques entre les groupes linguistiques et ethniques parce qu'une telle recherche n'a pas été effectuée au cours des dernières vingt années. Cela est attribuable à la domination d'un modèle structurel qui avait du mal à accorder à l'ethnicité l'importance que la classe avait en tant que source principale de clivage dans la société québécoise. L'ancienne historiographie se fondait sur les différences linguistiques à l'exclusion de toutes les autres. Il n'y a aucune raison de tomber dans l'autre excès. Que les historiens québécois aient été tentés par une vision du passé où il y avait des conflits de classes mais pas entre les groupes linguistiques ou ethniques, s'explique peut-être par le fait que les Québécois s'efforçaient au même moment de bâtir une société moderne et pluraliste. Néanmoins, cela ne suffit pas à justifier leur crainte de considérer l'incidence des conflits entre les Québécois de différentes origines, les facteurs responsables du taux élevé de mortalité des entreprises canadiennes-françaises ou les différences politiques profondes entre les divers groupes ethniques et linguistiques du Québec.

### **L'urbanisation et l'évacuation du vécu rural**

Jusqu'à récemment, l'un des principaux facteurs de différenciation des francophones et des anglophones était le degré de concentration de la majorité dans les secteurs ruraux, tandis que la minorité était surtout basée dans les villes. Dans l'historiographie traditionnelle, cette distinction s'est vue donner une importance primordiale par Maurice Séguin qui voyait dans l'agriculture la survivance de la «nation canadienne», tandis que Michel Brunet faisait de l'adhésion de l'élite au concept d'agriculturisme jusqu'au vingtième siècle l'une des lignes de force de l'histoire de la province<sup>46</sup>. Du point de vue de ces historiens associés à l'École de Montréal, les liens des francophones avec la terre étaient une conséquence de la Conquête. Les francophones demeuraient sur leurs terres au dix-neuvième siècle, à cause du peu d'ouvertures dans les villes depuis l'arrivée des Britanniques. Et quand survint une urbanisation significative, ce qui ne fut pas le cas avant la fin du 19<sup>e</sup> et le début du 20<sup>e</sup> siècle pour des historiens tels que Brunet, l'élite demeura liée à des institutions qui étaient peut-être adaptées à une société rurale, mais pas à la société moderne qui commençait à émerger. Ainsi, jusqu'à l'aube de la Révolution tranquille, l'historiographie traditionnelle déplorait la continuité des valeurs rurales, elles-mêmes le résultat de la Conquête.

Chez Fernand Ouellet, on retrouve cette même conviction que ce qui distinguait les Québécois francophones, c'était leur longue expérience de peuple rural. Dans le travail de Ouellet, le caractère rural du Canada français était toutefois un signe de sa faiblesse, et non pas une conséquence de la Conquête. Dernièrement, il écrivait que :

la faiblesse et la timidité de l'État en ce qui concerne la solution des problèmes liés au développement urbain et à l'industrialisation, reflétait à n'en pas douter les réticences des classes dirigeantes et [de la] communauté francophone. (...) Si les francophones avaient épousé de près dans leurs mouvements migratoires à l'intérieur de la province le rythme de l'industrialisation, ils se seraient déplacés beaucoup plus vite qu'ils ne l'ont fait vers Montréal<sup>47</sup>.

Les historiens révisionnistes sont particulièrement gênés par ces différentes descriptions d'un passé québécois rural et imprégné de défaite et d'infériorité. Ces personnes ont atteint l'âge adulte au milieu de la modernisation de nombreuses institutions lors de la Révolution tranquille, dans les années 1960. Ils ont naturellement tendance à chercher dans l'histoire du Québec les racines d'une société dynamique, mais puisque tout ce qui était rural avait une connotation rétrograde, ils ont dû se tourner vers un passé urbain. Par conséquent, plusieurs de leurs études se sont concentrées sur des aspects particuliers de la vie en ville. Pensons, par exemple, aux nombreux groupes de recherche dont la seule raison d'être est l'étude de Montréal, la métropole de la province<sup>48</sup>.

■ semble que le fil conducteur de ces travaux soit constitué d'une certaine urgence de proclamer le Québec «société normale», en raison de son passé urbain. Ainsi, Terry Copp a rapidement identifié les parallèles entre les problèmes urbains de Montréal et ceux des autres villes au tournant du siècle, tandis que Paul-André Linteau a souligné que les activités des promoteurs dans une banlieue industrielle de Montréal apparaissaient identiques à celles des «boosters» du Winnipeg d'Alan Artibise<sup>49</sup>. D'une manière plus globale, Linteau, Durocher et Robert remarquent que «le taux d'urbanisation du Québec se situe constamment au-dessus de la moyenne canadienne... La comparaison entre le Québec et l'Ontario permet de constater que les deux provinces s'urbanisent au même rythme<sup>50</sup>.»

Cette affirmation est essentiellement vraie, mais on la fait dans l'intention de démontrer que le Québec est une société normale, en voie d'urbanisation, alors elle est trompeuse. En 1921, par exemple, un peu plus de la moitié de tous les Québécois vivaient dans les villes, comparé à 47% au Canada dans son ensemble. Toutefois, si on sépare la population francophone des non-francophones, la situation change considérablement. Tandis

que plus de 80 p.cent de ce dernier groupe vivaient dans des municipalités de plus de 1000 résidents, ce chiffre diminue à 46 p.cent chez les francophones, un pourcentage bien en-deça du chiffre ontarien de 58 p. cent<sup>51</sup>. Linteau et ses collègues n'ignorent pas cette situation, puisqu'ils notent au passage que «le taux d'urbanisation des Canadiens français est moins élevé». Cependant, ils ont aussitôt corrigé cette admission en affirmant que «[ce taux] augmente rapidement»<sup>52</sup>. Quant à Young et Dickinson, ils ont souvent fait allusion au taux élevé d'urbanisation dans la province. Mais lorsqu'il fut question de reconnaître le fossé qui séparait les deux groupes linguistiques, ils ne le firent qu'en parlant du taux élevé d'urbanisation chez les anglophones, sans aucune mention du taux automatiquement moins élevé chez la majorité linguistique<sup>53</sup>.

Les révisionnistes ont l'air réticents à admettre le caractère rural du Québec du vingtième siècle, comme si cet aveu les menait à accepter le travail des historiens et des sociologues qui voyaient «les Canadiens-français comme formant un bloc relativement homogène... une société essentiellement rurale»<sup>54</sup>. En fait, la société canadienne-française *était* considérablement rurale, et pour une bonne partie du vingtième siècle. Mais cela n'autorise personne à la voir comme rétrograde ou homogène. En effet, un groupe significatif d'historiens incluant entre autres Louise Dechêne, Allan Greer, Normand Séguin, Serge Courville et Gérard Bouchard, ont réalisé d'importantes recherches qui ont démontré que le Québec rural n'était pas coupé du reste du monde, puisque son développement suivait celui de sociétés comparables en Europe et en Amérique du Nord. Leurs travaux indiquent l'intégration des fermiers québécois à une économie dépassant ses frontières et une division des classes au Québec rural qui correspondait à celle dont on serait en droit de s'attendre dans une «société normale»<sup>55</sup>.

Toutefois, à l'exception de Bouchard, ces historiens ne se sont pas aventurés au-delà du dix-neuvième siècle, avec comme résultat que le Québec du vingtième siècle n'a été étudié par les révisionnistes que dans une perspective presque uniquement urbaine<sup>56</sup>. L'accent qu'ils ont mis sur les question urbaines était, au moins en partie, le reflet d'une tendance dans la recherche historique au cours des trente dernières années au sein du monde occidental. Au Québec, toutefois, il existe un désir particulier de nier un héritage rural qui entrerait en conflit avec l'image d'une société moderne à l'occidentale. L'étude du Québec rural dans la période antérieure à l'urbanisation ne ternit pas cette image, mais l'observation du Québec rural au vingtième siècle recèle le danger de perpétuer l'idée que les francophones ne se sont urbanisés que récemment, et qu'ils étaient en quelque sorte rétrogrades et



incapables de gérer leurs propres affaires. Bien entendu, le Québec francophone s'est urbanisé relativement plus récemment, mais ce fait ne doit pas être interprété d'une manière négative. Les historiens révisionnistes préfèrent peut-être ignorer certains aspects du passé rural du Québec, mais rien ne semble justifier une telle attitude.

### **Le rôle de l'Église catholique**

Le Québec francophone fut plus rural que les révisionnistes ne sont prêts à l'admettre. Aussi, il fut davantage catholique qu'ils ne le prétendent. Comme on a pu le voir, ces historiens considèrent inacceptable la notion voulant que les valeurs catholiques aient pu avoir une influence quelconque sur la place des francophones dans l'économie. En gros, la vision plus ancienne d'un Québec dirigé par les prêtres a été remplacée par une autre qui voit l'Église comme une institution parmi plusieurs autres qui cherchaient à exercer un contrôle sur le peuple. Même si l'Église cherchait «à exercer un rôle directeur sur la société», elle était incapable de surmonter les «mutations sociales et idéologiques liées au développement du capitalisme<sup>57</sup>.» Selon tout apparence, une des caractéristiques de l'historiographie révisionniste est d'affirmer que l'Église fut incapable de réaliser ses aspirations. Conséquemment, Young et Dickinson l'ont vue comme une institution qui était menacée, tout au long du vingtième siècle, par «la bureaucratisation et la croissance du pouvoir de l'État<sup>58</sup>.»

Les révisionnistes ont fait preuve d'un certain zèle en minimisant l'influence de l'Église, signalant qu'elle ne pouvait satisfaire à certains critères arbitraires de contrôle social. Mais ils n'ont pas nié qu'elle avait une influence réelle. En admettant qu'une importante proportion de Québécois des deux sexes se joignaient à des congrégations religieuses, assistaient à la messe, soutenaient les coopératives mises sur pied avec le support indispensable de l'Église, et appartenaient à des syndicats dans lesquels le clergé jouait un rôle significatif, on ne réfute pas le pluralisme idéologique du Québec.

Étant donné que l'Église contrôlait une infrastructure d'une importance incontestable, les révisionnistes ont redoublé d'ardeur dans leur effort de «décléricaliser» l'histoire du Québec. En plus de douter de l'influence réelle de l'Église en tant qu'institution, ces historiens ont essayé de décrire ses valeurs comme compatibles avec la société industrielle et urbaine en émergence dans la province. Tandis que Brunet s'attardait au «messianisme» des leaders canadiens-français, et que Ouellet voyait le cléricalisme comme un obstacle au succès des francophones dans un monde moderne, dans la

nouvelle version de l'histoire du Québec, l'Église émergea comme une organisation quasi-laïque, qui s'impliquait dans l'immobilier, investissait dans les obligations et appuyait les efforts des entrepreneurs de langue française<sup>59</sup>.

Lorsqu'ils n'attirent pas notre attention sur l'intégration de l'Église dans la sphère industrielle et urbaine du Québec, les révisionnistes sont étonnamment muets quant aux valeurs disséminées par les institutions sous son influence. Dans leur discussion exhaustive du système d'éducation catholique contrôlé par l'Église, Linteau et ses collègues ont peu parlé des valeurs promues par les enseignants des écoles catholiques, dont près de la moitié étaient, jusque vers la fin des années 1929, des prêtres, des religieux ou des religieuses, par comparaison à celles qui étaient transmises par les institutions protestantes. Les révisionnistes ont rejeté l'idée que les programmes des deux systèmes différaient de manière significative, en alléguant qu'en raison du peu de temps que les élèves passaient à l'école, dans le Montréal du début du siècle à tout le moins, ces distinctions étaient minimes et peu importantes<sup>60</sup>.

Plutôt que d'aborder la vision du monde véhiculée par les écoles, ces historiens ont choisi de concentrer leurs travaux sur des problèmes quotidiens, comme le financement, de façon à faire apparaître les écoles comme des institutions laïques ordinaires. Même si les programmes respectifs avaient été semblables, leur traitement du sujet, si courte soit la période étudiée, a quand même laissé une marque. De plus, les étudiants pouvaient difficilement ignorer que les leaders du système d'éducation catholique francophone étaient peu enclins à admettre des personnes d'une autre langue maternelle, fussent-elles catholiques; en dépit des réticences des écoles protestantes à admettre des Juifs, il est indéniable que ce système scolaire mettait en contact les uns avec les autres des étudiants de cultures, de langues maternelles et d'origines nationales différentes<sup>61</sup>. Avec des environnements si différents, il est plausible que la xénophobie ait eu plus d'emprise chez les étudiants catholiques francophones que chez ceux qui fréquentaient les écoles protestantes.

L'influence des valeurs spécifiquement catholiques a également été sous-évaluée dans l'étude de deux autres institutions parrainées par l'Église au début du vingtième siècle. Par exemple, les caisses populaires étaient effectivement décrites dans les deux synthèses comme des institutions laïques où les Québécois ordinaires pouvaient faire leurs transactions financières. Il est difficile de discerner à partir de ces descriptions l'idéologie particulière qui animait ces coopératives d'épargne et de crédit, et dont

l'Église, en collaboration avec la petite bourgeoisie de la province, faisait une promotion énergique au début des années 1900. La contribution particulière du clergé se concrétisait en soutenant officiellement les caisses du haut de la chaire, et en logeant l'institution naissante. Aujourd'hui, on trouve encore la plupart des caisses populaires près de l'église paroissiale, ce qui se comprend par le fait que le territoire que chaque coopérative desservait correspondait aux limites de la paroisse.

Les fondateurs des caisses populaires essayaient sincèrement de fournir des services financiers inaccessibles autrement, mais ils espéraient promouvoir en même temps une vision du monde spécifique. Le message qu'on diffusait aux assemblées générales annuelles des membres des caisses était résolument opposé à la concentration du pouvoir économique entraîné par la montée du capitalisme de monopole. En fait, il est plausible que les membres qui consultaient le *Catéchisme des caisses populaires*, un guide théorique et pratique de l'institution, aient pu en venir à mettre en doute la moralité du capitalisme, en y lisant les dénonciations de la conduite des banques qui ne prêtaient que sur la foi des moyens financiers du client potentiel, sans égard à sa bonne réputation. En pratique, les caisses ont surtout donné accès au crédit à de petits entrepreneurs, et relativement peu aux Québécois ordinaires. Mais cela ne change rien à l'impact du message qui était véhiculé.

De plus, les membres des caisses ne pouvaient pas être insensibles aux discours entendus lors de ces assemblées annuelles, et aux références faites au *Catéchisme*, qui prêchaient constamment la nécessaire réconciliation entre classes et qui excluaient ceux qui n'étaient pas Catholiques de langue française. Une fois de plus, le message était infaillible: les leaders cléricaux et leurs partenaires laïques devaient être nantis du pouvoir de représenter les intérêts de tous les «vrais Québécois». Cette attitude, même si elle n'était adoptée que par un petit pourcentage des membres, ne pouvait qu'aller à l'encontre de la société imaginée par les révisionnistes dans laquelle régnait la lutte des classes, et où les différences linguistiques, ethniques et religieuses comptaient pour peu<sup>62</sup>.

Tout comme les caisses populaires, qui étaient décrites comme des institutions laïques dépouillées de leur contenu idéologique, les syndicats catholiques ont été «normalisés» par les historiens révisionnistes. Bien qu'il fut jadis courant pour les historiens de souscrire à l'idée que les Québécois étaient des travailleurs soumis, en raison, partiellement du moins, de l'influence de l'Église catholique, la nouvelle orthodoxie allègue que les Québécois se sont syndiqués à un rythme semblable à celui des travailleurs de

l'Ontario, et qu'ils étaient tout aussi déterminés à faire la grève que leurs voisins ontariens<sup>63</sup>. Afin de minimiser encore davantage le rôle de l'Église, le plus grand spécialiste en la matière, Jacques Rouillard, a noté que les syndicats catholiques réunis sous la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) n'ont jamais englobé plus du tiers de tous les travailleurs syndiqués de la province.<sup>64</sup> De plus, il a soutenu que dès le début, le contrôle exercé par l'Église était peu effectif sur ces syndicats qui représentaient une minorité significative<sup>65</sup>.

Essayant d'esquiver le caractère particulier de cette institution reliée à l'Église, Rouillard a sous-estimé l'importance de l'interdiction étendue aux personnes ne parlant pas français, qui s'appliqua autant au membership de la CTCC qu'à celui des caisses populaires, alors que le vingtième siècle était déjà bien avancé. Il estima que les non-francophones représentaient environ 25 p. cent de tous les employés syndiqués de la province<sup>66</sup>, mais la quasi-totalité de ceux-là devaient appartenir à des syndicats internationaux, laissant les 75% qui restent, les francophones, divisés entre les syndicats internationaux et la CTCC. La minorité linguistique mise à part, le pourcentage de francophones syndiqués qui ont adhéré à la CTCC approche les 50%. Ces travailleurs ont absorbé le même genre de message xénophobe et dévalorisant les conflits entre classes que recevaient les élèves de écoles catholiques et les membres des caisses populaires. Rouillard attachait peu d'importance à l'implication de l'Église, notant seulement qu'elle ajoutait de la «couleur» à la nature d'un mouvement ouvrier qui était davantage modelé par «l'appartenance du Québec au continent nord-américain»<sup>67</sup>. On se demande toutefois comment on peut écarter avec une telle facilité l'impact des valeurs qui ont été disséminées chez un si grand nombre de Québécois.

Cependant, il existe au moins une exception significative à l'approche révisionniste vis-à-vis l'Église, dans les œuvres récentes en histoire. Dans leur *Histoire du catholicisme québécois*, Jean Hamelin et Nicole Gagnon ont fait preuve d'une orientation différente en relevant l'existence, dès le début du siècle, d'une «culture canadienne-française» qui se distinguait de plus d'une façon: «Le Canadien français a confiance en l'homme, il désire vivre en harmonie avec la nature, privilégie le temps présent, donne libre cours à l'expression de ses besoins, attache une grande importance à la famille et aux relations de socialité primaire. Il se distingue de l'anglophone, plus renfermé, désireux d'imposer sa marque sur la nature et en quête d'efficacité. La recherche du gain immédiat, l'être, la situation totale de l'interlocuteur guident l'action du francophone; l'anglophone est davantage marqué par la fonctionnalité de la raison économique<sup>68</sup>.»

Ce n'est probablement pas une coïncidence si Hamelin appartient à une génération antérieure à celle des révisionnistes, car aucun révisionniste qui se respecte ne pourrait avoir fondé sa démarche sur certaines caractéristiques précises qui distinguent la majorité de langue française de la population totale de la province, et, du même coup, des tendances à la modernisation du monde occidental. De plus, Hamelin et Gagnon ont découvert que ces caractéristiques distinctes étaient consolidées par l'Église, dont les valeurs étaient transmises à la population par les institutions qu'elle contrôlait. Ainsi, le système d'éducation était considéré comme la «clé de voûte du système famille-école-paroisse, lieu d'emprise de l'Église sur la société<sup>69</sup>.» Quant aux caisses populaires, elles représentaient la croisade de l'Église pour promouvoir la renouveau à la fois spirituel et économique de la population de langue française<sup>70</sup>. Hamelin et Gagnon n'ignoraient pas les occupations plus profanes du clergé, mais ils constataient en même temps que ces activités recelaient un appel spirituel et la transmission de certaines valeurs. Ils ont présenté l'Église comme un transmetteur de valeurs «qui n'échappe pas aux réalités terrestres», cherchant un équilibre entre l'historiographie plus ancienne, qui tendait à ignorer les réalités de ce monde, et la vision révisionniste, qui ignorait souvent le monde des valeurs<sup>71</sup>.

### **Le rôle de l'État**

En plus de rejeter l'importance de l'agriculturisme et du messianisme, les historiens révisionnistes ont aussi refusé l'influence de la troisième «pensée dominante» de Brunet, l'anti-étatisme. Pour Brunet et pour la plupart des autres historiens qui ont écrit jusque dans les années 1960, il y avait quelque chose dans l'esprit des Canadiens français qui les disposait mal à vouloir utiliser l'État comme un instrument pour le développement de la province. Ce phénomène était en partie l'héritage d'une Église qui prêchait contre la création d'un État fort qui pourrait envahir son champ d'action. À cette époque, on disait également que la méfiance de l'État avait émergé à la Conquête, lorsque cette institution prit une connotation étrangère.

Toutefois, avec la construction de l'infrastructure de l'État du Québec dans les années 1960 et 1970, on a eu la preuve que les Québécois suivaient l'orientation du développement occidental, du moins à la fin du vingtième siècle. Alors, les historiens révisionnistes examinèrent le passé pour voir si la Révolution tranquille n'était pas seulement le prolongement d'un enthousiasme qui existait déjà pour l'action de l'État, même s'il n'était pas facile à percevoir. Des historiens comme Marcel Hamelin et Brian Young ont cité l'intervention du gouvernement du Québec dans les diverses entreprises qui

sont marqué les premières années qui ont suivi la Confédération. De leur côté, Paul-André Linteau et l'auteur de ces lignes ont discuté du rôle des gouvernements municipaux dans l'élaboration des assises économiques des localités<sup>72</sup>. L'impact global de ces travaux fut de suggérer que l'action gouvernementale était semblable au Québec et dans les autres parties du Canada. En effet, Linteau, Durocher et Robert ont affirmé que le développement de l'État avant 1960 n'était limité que par une certaine «insuffisance des ressources financières<sup>73</sup>». Cette affirmation est soutenue par le fait que tout au long du vingtième siècle, il n'y a eu presque aucune différence entre les deux provinces les plus peuplées du Canada dans le pourcentage de la richesse collective consacré au financement des gouvernements provincial et municipal<sup>74</sup>.

Dans les récentes publications sur le rôle de l'État, tout comme dans la littérature révisionniste sur l'urbanisation, on a eu tendance à faire des parallèles avec l'Ontario, et à prétendre que les deux situations étaient identiques. Cependant, dans un article important, Ralph Heintzman a révélé que l'État québécois conservait certaines caractéristiques particulières, malgré les comparaisons quantitatives avec l'Ontario<sup>75</sup>. L'originalité de la contribution de Heintzman fut de montrer qu'on retrouvait un certain style dans l'organisation du gouvernement au Québec, qui permettait l'exécution de plusieurs activités gouvernementales par de multiples agences et commissions non contrôlées par les politiciens. L'exemple le plus saisissant de ce type d'organisation est le système d'éducation de la province, qui était dirigé, jusque dans les années 1960, par des commissions dont aucun ministre n'était responsable.

Heintzman a avancé que ce style de gouvernement révélait qu'il existait, dans la culture canadienne-française, une profonde antipathie envers les politiciens, ce qui explique cette tendance à garder des dossiers importants hors de leur portée. En reconnaissant que les affaires québécoises recelaient quelque chose de légèrement différent, Heintzman s'éloignait du modèle révisionniste. Par contre, l'auteur a presque exclusivement cherché à expliquer cette différence à l'aide de facteurs structurels. Il a affirmé que les obstacles empêchant le succès des francophones dans le secteur privé les ont amenés à considérer les emplois gouvernementaux comme des sinécures, et ce, davantage que dans les autres sociétés. Constatant ce goût immodéré pour les bénéfices du pouvoir, la population aurait cherché à garder le plus grand nombre possible de positions hors de la politique.

Comme la plupart des arguments révisionnistes, celui de Heintzman est logique en soi. Mais il s'est refusé à envisager que le phénomène observé

pourrait avoir été entraîné par les constantes dénonciations que le clergé a faites du contrôle par les laïcs des domaines qu'il considérait être de son ressort. L'Église aimait mieux un petit État qu'un grand. Si une structure étatique quelconque devait être créée, il serait préférable de son point de vue qu'elle le soit sous la supervision du clergé, comme dans le cas de l'éducation. Cette opposition au contrôle politique peut s'être combinée avec une aversion pour le patronage, mais cela ne devrait pas permettre à Heinzman de conclure catégoriquement qu'il n'y avait aucun signe, dans l'expérience québécoise, d'une «inhibition atypique, idéologique ou culturelle, qui distinguerait le Québec des autres sociétés contemporaines<sup>76</sup>.» Heinzman est venu bien près de rompre avec le modèle structuraliste des révisionnistes, mais il s'est rangé au bout du compte, trouvant impossible d'identifier quoi que ce soit dans le passé canadien-français qui puisse être vu comme «anormal».

### **Vers une interprétation post-révisionniste**

L'objet de cet article n'est pas de proposer que la conception du Québec des révisionnistes recèle des défauts irréparables, bien que d'autres seraient sans doute prêts à aller jusque-là. Par exemple, Fernand Ouellet exprime toujours une volonté à retourner à l'étude de facteurs internes dans le façonnement de l'histoire du Québec<sup>77</sup>. De la même façon, la publication récente, en anglais et en français, d'un recueil d'essais écrits il y a un certain temps par le sociologue Hubert Guindon laisse croire qu'il existe un regain d'intérêt pour une vision du Québec d'avant la Révolution tranquille qui met l'accent sur les éléments qui montrent que la province n'était pas au diapason des sociétés environnantes<sup>78</sup>. Comme l'a remarqué Gilles Paquet, la perspective historique de Guindon avait tendance à ignorer toutes les tendances à la modernisation qui se faisaient jour bien avant la Deuxième Guerre mondiale, et à présenter «les agents économiques canadiens-français comme programmés par une certaine mentalité conservatrice qui les amène à adopter des attitudes et un outillage mental d'ancien régime<sup>79</sup>.» Les Canadiens de langue anglaise ont souvent été conquis par les points de vue qui suggéraient que les difficultés du Québec résultaient de ses propres fautes, en quelque sorte. Comme Paquet en a fait l'observation, Ouellet et Guindon ont justement été populaires au Canada anglais parce que leurs interprétations contribuaient à renforcer leurs idées préconçues<sup>80</sup>.

Le raisonnement défendu ici se distingue de ceux de Ouellet et de Guindon par la reconnaissance qu'il était justifié de démontrer, comme l'ont fait les révisionnistes, que le Québec a évolué comme les autres sociétés

occidentales. Néanmoins, le Québec se distingue de manière significative et de plus d'une façon. Et cela ne peut être complètement attribué à des causes structurelles. L'échec de l'ancienne historiographie est de ne pas avoir réussi à tenir compte des tendances communes entre le Québec et le monde. Par conséquent, des générations d'historiens n'ont fait que de l'introspection, tentant constamment de découvrir le «caractère national» canadien-français. Cependant, comme David Stannard l'a dit de l'expérience américaine, de tels efforts se soldent généralement par des échecs et génèrent des stéréotypes<sup>81</sup>. En ce qui concerne les révisionnistes, ils vont à l'autre extrême en n'admettant pas ces aspects du passé qui séparent l'histoire du Québec de celle du monde anglophone qui l'entoure en Amérique du Nord. Tout comme certains historiens américains s'acharnent à incorporer les Noirs et les femmes américaines dans un modèle général de développement social et économique, comme le faisait remarquer Peter Novick, une nouvelle génération d'historiens québécois ont essayé de nier ce qui distingue, ne serait-ce que de manière accessoire, le passé canadien-français<sup>82</sup>.

Il existe nettement un besoin d'équilibre entre l'ancienne et la nouvelle orthodoxie. On retrouve quelques indices sur les moyens d'y parvenir dans le livre de Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté*<sup>83</sup>. Dans son travail, Roy s'attache à prouver l'existence d'un courant libéral significatif dans la pensée des Québécois du début du vingtième siècle. L'historiographie antérieure niait l'existence du libéralisme, à cause de la puissance du clérico-nationalisme. Les révisionnistes, bien représentés par Linteau, Durocher et Robert, sont arrivés avec la thèse selon laquelle d'importants éléments de libéralisme avaient été ignorés par leur prédécesseurs, qui ne pouvaient apprécier quoi que ce soit qui aurait situé le Québec au cœur des courants de pensée occidentaux. Comme l'a toutefois remarqué Fernande Roy, les révisionnistes ne se sont pas contenté de révéler l'existence d'un courant libéral, ils se sont sentis obligés d'aller plus loin et de proclamer que le libéralisme était «l'idéologie montante» à la fin du dix-neuvième siècle<sup>84</sup>. En soutenant cette idée sans la prouver, les révisionnistes ont encouragé une riposte de la part de ceux qui niaient toujours l'existence même de la pensée libérale dans la province et, plus globalement, l'intégration du Québec dans l'évolution de la pensée occidentale<sup>85</sup>.

C'est à ce point précis que Fernande Roy fait son entrée dans le débat. Elle réussit admirablement à maintenir l'équilibre, en établissant avec prudence que le libéralisme existait au Québec, sans lui donner plus d'importance qu'il en méritait. Elle conclut donc en s'interrogeant ainsi: «Libéralisme dominant ou triomphant au tournant du XX<sup>e</sup> siècle? C'est encore à



voir, mais en tout cas... ce n'est pas seulement à la frange du paysage idéologique que ce libéralisme est bel et bien présent<sup>86</sup>.» De cette façon, elle en arrive à reconnaître la force du clérico-nationalisme, un aspect de l'histoire qui est particulier au Québec, sans nier l'existence du libéralisme, une idéologie qui rapproche le Québec de l'évolution normale du monde occidental.

Ce type d'équilibre entre l'ancienne et la nouvelle orthodoxie, on le retrouve dans l'évolution d'une autre historiographie nationale. En Irlande, comme au Québec, l'écriture de l'histoire a été dominée, jusque à une époque avancée du vingtième siècle, par une interprétation nationaliste<sup>87</sup>. Cette similitude peut s'expliquer par le parallèle entre les histoires de ces deux patries, bien qu'elles ne soient pas identiques. L'Irlande et le Québec contiennent tous les deux une population en majorité catholique dont la vision du monde a été grandement influencée par l'héritage d'une conquête par les Britanniques. Ces derniers, et leurs représentants, ont monopolisé le pouvoir économique aux deux endroits. Il en résulta, dans les deux cas, un conflit concernant des revendications de la population catholique locale pour une certaine autonomie.

À cause de cette situation de contrôle extérieur, l'historiographie irlandaise a longtemps été dominée par une interprétation qui mettait l'accent sur l'antipathie de l'Irlande catholique envers l'Angleterre protestante et ses valets. Comme c'est le cas de l'historiographie traditionnelle du Québec, la littérature irlandaise est fondée sur les valeurs en conflit avec celles des Anglais, et exclut les facteurs structurels. Dans cette perspective, les Anglais, tout comme les Québécois anglophones, sont vus comme des exploiters sans pitié qui oppriment un peuple profondément religieux, dont pouvaient émerger, de temps à autre, des leaders héroïques, champions de la cause nationale. Dans cette vision étroite du monde, il y avait peu de place pour des facteurs économiques et sociaux transcendant le conflit entre Irlandais et Anglais<sup>88</sup>.

Une alternative révisionniste est apparue pour la première fois dans les années 1930, en opposition à cette historiographie traditionnelle. Mais ce n'est que dans les années 1960 et 1970 qu'elle devint vraiment dynamique, alors que les techniques des sciences sociales furent utilisées pour l'analyse des problèmes discutés depuis des siècles. Les révisionnistes se sont distingués en détournant l'attention du conflit anglo-irlandais en général et des questions politiques en particulier, pour l'orienter vers le rôle plus large des forces du marché. Dans la sphère économique, cette approche fut mise de l'avant avec vigueur par Louis Cullen, qui rejetait la notion que les fortunes

irlandaises étaient déterminées par des «facteurs non-économiques» tels que la mauvaise volonté des Britanniques<sup>89</sup>. En lieu et place, il découvrit que les problèmes économiques irlandais étaient dus à de larges flux commerciaux au niveau international, et à des questions de ressources, plutôt qu'aux torts causés par le pouvoir britannique<sup>90</sup>. Ainsi, dans l'interprétation révisionniste, les propriétaires terriens étaient ainsi absous de toute mauvaise action, puisque les redevances demandées étaient considérées comme raisonnables dans ces circonstances économiques particulières<sup>91</sup>. Suite à la publication de travaux montrant les limites de son influence, on a présenté l'Église catholique comme une institution moins imposante<sup>92</sup>.

Toutes ces variantes de révisionnisme ont récemment été rassemblées par R.F. Foster dans une synthèse dont le rôle dans la littérature irlandaise est équivalent à celui des deux synthèses d'histoire du Québec dont il a été question ici.<sup>93</sup> Foster a lui-même situé son ouvrage dans la «*soi-disant*<sup>94</sup> école "révisionniste" des historiens irlandais qui, depuis les années 1940, ont réévalué avec plus de distance les présupposés de la version "huit-cents-ans-de-lutte" de l'histoire irlandaise.»<sup>95</sup> Il espérait réviser les interprétations antérieures en «se concentrant sur les questions examinées récemment — avec le résultat souvent observé de les libérer de l'obsession "anglo-centrique" qui avait si longtemps mené l'étude de l'histoire politique et économique de l'Irlande dans la mauvaise direction<sup>96</sup>.» Plus précisément, Foster nia qu'il y ait eu quelque persécution significative des catholiques<sup>97</sup>, et rejeta la notion que les redevances exigées par les propriétaires terriens étaient exorbitantes<sup>98</sup>. Il découvrit que l'impact de l'Union de l'Irlande à la Grande-Bretagne en 1800 avait été exagéré par des générations de nationalistes et d'historiens<sup>99</sup> et discerna la nécessité d'une «définition plus large et inclusive de ce qui est Irlandais», qui accorderait le même statut à tous les résidents, peu importe leur religion ou leur origine nationale<sup>100</sup>.

Foster s'est également révélé révisionniste par son refus de considérer la Grande Famine des années 1840 comme un tournant majeur de l'histoire de l'Irlande moderne. Comme les autres membres de cette école, il a rejeté la vision traditionnelle qui identifiait la famine comme «cataclysmique... créant des conditions nouvelles de déclin démographique, d'émigration massive, d'altération de l'agriculture et des politiques économiques, sans parler de l'Anglophobie institutionnalisée parmi les Irlandais, qu'ils soient chez eux ou à l'étranger<sup>101</sup>.» Tout comme les révisionnistes du Québec, qui ont refusé de voir la Conquête comme la charnière de l'histoire, choisissant à la place de revenir sans cesse sur les changements structuraux accompagnant le cession du territoire des Français aux Anglais, Foster et ses collaborateurs ont refusé

de voir quelque mauvaise volonté que ce soit de la part des propriétaires terriens et du gouvernement britannique. Ces historiens ont plutôt souligné le rôle des grandes forces structurelles qui échappent au contrôle humain, et ont mis l'accent sur le plus grand intérêt que constituait 1815, par rapport à 1846, en tant que «point tournant pour l'histoire économique et sociale de l'Irlande [à cause des] perturbations qui ont suivi la fin des Guerres françaises<sup>102</sup>».

Tandis que l'historiographie québécoise a peu évolué au-delà de la vision révisionniste de la Conquête, il existe des indices qu'en Irlande, on est témoin de ce que l'historien économique Cormac O Gráda appelle une interprétation «post-révisionniste» de la famine<sup>103</sup>. Cependant, O Gráda a aussi pris à partie l'historiographie traditionnelle dans un certain nombre de ses travaux, l'accusant d'être «rudimentaire et quelquefois sotte» dans sa vision simpliste d'un événement organisé par des méchants, et dont «les coupables vivaient de l'autre côté de la Mer d'Irlande<sup>104</sup>». Il a catégoriquement rejeté cette interprétation, en observant que «personne ne désirait l'effacement de la race irlandaise<sup>105</sup> ». Cependant, il s'est révélé également critique de l'interprétation «froidement révisionniste» et «anti-populiste» qui présentait la famine comme «la conséquence inéluctable et inévitable de sous-développement économique», pour lequel ni le gouvernement britannique, ni les propriétaires terriens irlandais ne pouvaient être tenus responsables<sup>106</sup>. De plus, il se demanda si le zèle des révisionnistes à «banaliser la Famine» n'était pas «exagéré»<sup>107</sup>.

Entre ces deux extrêmes, O Gráda, comme Fernande Roy dans un contexte très différent, a essayé d'édifier une description pondérée dans laquelle il serait possible de voir un désastre économique aux racines profondes (le point de vue révisionniste), mais fortement aggravé à la fois par une classe parasitaire de propriétaires terriens, et par une «idéologie mal équipée pour sauver des vies» (deux des fondements de l'historiographie traditionnelle)<sup>108</sup>. Il reconnaissait que son interprétation post-révisionniste était «proche de l'histoire traditionnelle», en blâmant les Britanniques et en rétablissant la Famine comme point tournant de l'histoire irlandaise<sup>109</sup>. En même temps, toutefois, O Gráda «a gardé [ses] distances par rapport aux interprétations populistes les plus extravagantes<sup>110</sup>».

Mais tandis qu'O Gráda lançait habilement sa propre interprétation de la famine, son explication de la longue domination de l'approche révisionniste dans l'historiographie irlandaise laissait à désirer. Tout ce qu'il avança, c'est que «les historiens irlandais ne sont, en général, qu'une bande de conservateurs. Il n'y a pas d'E.P. Thompson ou de Eugene Genovese

irlandais<sup>111</sup>.» Cette affirmation n'explique cependant pas les raisons d'une si violente réaction des historiens à la vision nationaliste plus ancienne. O Gráda n'a pas tenu compte du fait que la génération qui a fait valoir l'interprétation révisionniste avec le plus de force était celle qui arriva au pouvoir à Dublin dans les années 1960. Cette génération se distinguait des précédentes par l'absence de liens avec la Guerre d'indépendance d'Irlande ou avec la Guerre civile qui suivit. Les hommes qui en vinrent à diriger les destinées de l'Irlande cherchaient à faire de ce pays une société occidentale «normale», grâce à la construction d'un état moderne. En effet, la «Révolution tranquille» de l'Irlande fut accompagnée de l'ascension d'un leader de la trempe de Jean Lesage, Sean Lemass, qui se hissa au pouvoir en 1959, l'année du décès de Duplessis.

Comme ce fut le cas au Québec, tant les bureaucrates qui investirent Dublin que les historiens qui s'installèrent dans les universités aspiraient à rendre l'Irlande semblable aux autres États occidentaux. Pour les historiens, cela impliquait de se concentrer sur ces aspects du passé, comme l'influence des forces structurelles, qui touchaient les autres sociétés aussi bien que l'Irlande. Cela signifiait également qu'il fallait atténuer les conflits et la violence qui avaient présenté au reste du monde leur société comme un peu divergente et primitive. La violence qui sévissait en Irlande du Nord depuis la fin des années 1960 a certainement accentué la détermination des historiens révisionnistes à fouiller encore plus les éléments de continuité et les facteurs structurels qui ont forgé le passé irlandais. Comme l'observait Thomas Barlett, le révisionnisme était basé sur le présomption que «si nous, historiens, fouillons avec plus d'ardeur, nous découvrirons non seulement un consensus dans l'histoire de l'Irlande, mais nous allons aussi produire un consensus dans la société irlandaise contemporaine<sup>112</sup>.»

Les réticences des révisionnistes à faire face au conflit dans l'histoire s'est manifestée récemment à travers une recension du travail d'O Gráda, dont l'auteur, tout en étant impressionné par «un des meilleurs, sinon le meilleur livre d'histoire irlandaise depuis plusieurs années», se sentait néanmoins «mal à l'aise à sa lecture. Car faire la part des torts peut en divertir plusieurs dans un séminaire (surtout à Belfast), mais cela incite à des débats acrimonieux et sans issue dont ceux qui enseignent l'histoire de l'Irlande au moment présent pourraient facilement se passer<sup>113</sup>.»

En dépit de la situation dans le Nord, cependant, il existe des indices de l'émergence dans l'historiographie irlandaise d'un école de pensée post-révisionniste susceptible de faire la fusion des points de vue traditionnel et révisionniste. Bien que ce serait une erreur que d'exagérer l'importance du

post-révisionnisme dans les publications irlandaises en histoire, le travail d'historiens comme O Gráda fournit un modèle d'équilibre auquel les historiens québécois pourraient aspirer. Fernande Roy en est arrivée à trouver le moyen de concilier deux visions très différentes du Québec, mais peu d'historiens ont fait de même.

Les révisionnistes du Québec semblent craindre d'accepter les aspects singuliers de l'histoire du Québec, de peur que cela ne contredise la nouvelle image d'une société moderne, dynamique et pluraliste. Depuis le début de la Révolution tranquille, l'Église catholique a été mise de côté, et l'État québécois est devenu une force avec laquelle il faut compter. Les entrepreneurs canadiens-français ont bâti des empires qui s'étendent bien au-delà des frontières canadiennes, et des efforts ont été faits pour intégrer les Québécois, sans égard à leur origine ethnique, leur langue maternelle ou leur confession religieuse, aux institutions publiques qui étaient autrefois la chasse-gardée des catholiques francophones. Ces différents développements situent le Québec au cœur de l'expérience occidentale. Dans un tel contexte, il n'était que naturel pour les historiens de mettre l'accent sur ces aspects du passé qui rapprochent le Québec du reste du monde. Par exemple, il aurait été illogique pour les historiens du Québec de se cramponner à un passé marqué par le pouvoir du clergé et la lenteur de l'urbanisation, au moment où les Québécois eux-mêmes se voyaient vivre dans une société moderne et laïcisée. De la même façon, mettre l'accent sur le conflit entre la majorité francophone et les différentes minorités ethniques et linguistiques entrerait en contradiction avec la nouvelle image que les Québécois ont d'eux-mêmes : celle d'un peuple ouvert sur les nouveaux arrivants.

Les historiens du Québec doivent abandonner leur réticence à prendre en considération ces éléments du passé qui ne correspondent pas tout à fait à l'image contemporaine des francophones, et l'exemple irlandais permet d'espérer qu'un changement se prépare. Dans l'expérience irlandaise, le révisionnisme a coïncidé avec le souci des Irlandais de présenter, tant à eux-mêmes qu'aux autres, l'image d'un peuple capable de gérer ses propres affaires. Aujourd'hui, le post-révisionnisme émerge d'un sentiment de confiance en soi qui permet aux Irlandais d'explorer des questions qui étaient encore récemment considérées comme délicates. Le révisionnisme est apparu d'une façon analogue au Québec, soit en même temps que la Révolution tranquille et les efforts des historiens à produire une image adéquate pour un peuple qui cherche à se convaincre et à convaincre les autres qu'il est capable de faire son chemin dans le monde.

Au début des années 1990, dans le contexte d'après-Meech, les Québécois

cois en général, et les historiens québécois en particulier, doivent se préparer à composer avec des aspects de leur passé qui furent écartés jusqu'à maintenant. Le consensus en voie d'élaboration dans la province de Québec, à savoir qu'elle devrait décider sereinement de son propre avenir, indépendamment de ce que pourrait penser le Canada anglais, indique une certaine confiance en soi. Cette attitude pourrait encourager le développement d'une vision post-révisionniste du passé qui souscrirait à l'idée révisionniste d'un Québec qui s'insère dans le modèle général de développement des sociétés occidentales, sans nier les variations rendues nécessaires par les circonstances locales. Tout comme les historiens irlandais ont pu ré-examiner la portée de la Famine, un événement longtemps associé à l'échec et au conflit, les historiens québécois devraient maintenant être capables de fouiller l'héritage de la Conquête, touchant au passage la question des relations pas toujours agréables entre majorité et minorité. D'une manière plus globale, sans faire passer le Québec pour bizarre, les post-révisionnistes pourraient en arriver à faire face à une histoire qui comporte des épisodes de xénophobie, l'avènement relativement lent d'une société moderne et urbaine, la présence d'une influence considérable du clergé, et une certaine réticence à consentir un pouvoir substantiel à l'État.

## Notes

1. Cet article n'aurait pu être réalisé sans l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et les commentaires de mes collègues Graham Carr, Daniel Salée et Robert Tittler. Il a été publié en anglais sous le titre «Revisionism and the Search for a Normal Society: A Critique of Recent Quebec Historical Writing» dans *Canadian Historical Review* LXXIII, 1 (1992) 30-61 (© University of Toronto Press) et a été traduit par Michel Sarra-Bournet, avec la permission de *University of Toronto Press*. Le texte principal reproduit la version anglaise avec le plus d'exactitude possible. Toutefois, plusieurs commentaires ont été ajoutés aux notes, pour essayer de tenir compte des travaux parus depuis 1992.
2. En français dans le texte.
3. Gérard Bouchard, «Sur les mutations de l'historiographie québécoise: les chemins de la maturité», in Fernand Dumont (dir.), *La société québécoise après 30 ans de changements*, Québec, IQRC, 1990, p. 262.
4. Serge Gagnon, *Quebec and Its Historians, 1840 to 1920*, Montréal, Harvest House, 1982.
5. Michel Brunet, «Trois dominantes de la pensée canadienne-française», *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, 1958.
6. Voir en particulier, Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec*, Montréal, Fides, 1966; Serge Gagnon, *Quebec and Its Historians: The Twentieth Century*, Montréal, Harvest House, 1985.
7. Paul-André Linteau, «La nouvelle histoire du Québec vue de l'intérieur», *Liberté* 35 (1983) 35.
8. *Ibid.*, p. 46.

9. Ronald Rudin, «History from Quebec, 1981», *Canadian Historical Review* LXIII (1982) 34-45; «Recent Trends in Quebec Historiography», *Queen's Quarterly* 92 (1985) 80-89.
10. Fernand Ouellet, *Socialization of Quebec Historiography since 1960*, Toronto, Robarts Center for Canadian Studies, 1988; une version antérieure de cette critique fut publiée sous le titre «La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale», *Recherches sociographiques* 26 (1985) 11-83. Ouellet a aussi critiqué les tendances historiographiques récentes dans certains de ses essais publiés dans *Economy, Class and Nation in Quebec*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1991.
11. Ouellet, *Socialization*, pp.13, 27-28.
12. *Ibid.*, p.12.
13. Ouellet, *Histoire économique et sociale*, p. 595.
14. Ouellet, *Socialization*, pp. 13, 27-28.
15. Ouellet, *Economy, Class and Nation*, p. 248.
16. Cet article ne prétend pas couvrir la production récente d'une façon exhaustive; bien que Ouellet ait tenté de faire référence à un nombre imposant d'études, mon objectif est tout simplement d'attirer l'attention sur certaines tendances évidentes de la littérature. Par conséquent, j'ai essayé d'aborder un certain nombre de monographies importantes, mais j'ai omis un grand nombre d'articles de revues.
17. Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, 2 tomes, Montréal, Boréal, 1989. Dans cet article, toutes les références à ces volumes seront indiquées par les lettres LDR.
18. Publié en 1988 à Toronto par Copp Clark Pitman. Une seconde édition, a été publiée depuis la parution de cet article, de même qu'une édition française. Les passages cités ont été extraits de cette dernière version (*Brève histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Septentrion, 1992). Cet ouvrage sera désigné par les lettres YD.
19. LDR, I, p. 7.
20. YD, pp. 9-10.
21. Cet article fait partie d'un projet comparatif plus large, qui porte sur l'écriture de l'histoire du Québec et de l'Irlande.
22. Ouellet, *Economy, Class and Nation*, p.243.
23. LDR, I, p. 7.
24. Voir, par exemple, J.I. Little, «Watching the Frontier Disappear: English-Speaking Reaction to French Canadian Colonization in the Eastern Townships, 1844-1890», *Journal of Canadian Studies* 15 (1980-81) 93-111. La même position est également évidente dans son ouvrage plus récent, *Ethno-Cultural Transition and Regional Identity in the Eastern Townships of Quebec*, Ottawa, Société historique du Canada, 1989.
25. «The Megantic Outlaw and His Times: Ethnic Tensions in Quebec in the 1880s», *Canadian Ethnic Studies* 18 (1986) 16-31.
26. LDR, II, p. 111. Plus loin dans cet article, la xénophobie est abordée en relation avec les valeurs disséminées par certaines institutions catholiques.
27. YD, p. 68.
28. *Ibid.*, p.144. L'auteur du présent article s'est servi d'un argument semblable dans *Banking en français: The French Canadian Banks of Quebec, 1835-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1985.
29. LDR, II, p. 521.
30. *Ibid.*, I, pp. 183, 197.
31. YD, pp. 130.

32. Terry Copp, *Anatomy of Poverty*, Toronto, McClelland and Stewart, 1974; Bettina Bradbury, «The Family Economy and Work in an Industrializing City: Montreal in the 1870's», in Société historique du Canada, *Communications historiques*, 1979, pp. 71-96.
33. Voir l'ouvrage du présent auteur, *The Forgotten Quebecers*, Québec, IQRC, 1985, pp. 82, 204-205.
34. «Sermon sur la vocation de la race française en Amérique», allocution prononcée le 23 juin 1902 à l'occasion du jubilé de diamant de la Société-Saint-Jean Baptiste de Québec, le 23 juin 1902, *Discours et allocutions*, Québec, Imprimerie franciscaine, 1915, p. 187.
35. Norman Taylor, «L'industriel canadien-français et son milieu», *Recherches sociographiques* II, 2 (avril-juin 1961) 123-150.
36. Gérard Bouchard, «La dynamique communautaire et l'évolution des sociétés rurales québécoises au 19<sup>e</sup> et au 20<sup>e</sup> siècles», *Revue d'histoire de l'Amérique française* (RHAF) 40 (1986) 63.
37. Voir Paul-André Linteau, *Maisonneuve*, Montréal, Boréal Express, 1981; Rudin *Banking en français*; Gerald Tulchinsky, *The River Barons*, Toronto, University of Toronto Press, 1977.
38. YD, p. 153.
39. Peter Novick, *That Noble Dream: The «Objectivity Question» and the American Historical Profession*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p.488.
40. YD, p. 144.
41. LDR, II, P.294. Un point de vue semblable est soutenu par Gilles Paquet, «Entrepreneurship canadien-français: mythes et réalités», *Mémoires de la société royale du Canada*, 5ième série, I (1986) 151-178.
42. YD, pp. 181-183.
43. LDR, II, p. 683.
44. Voir Jean-Paul Bernard, *Les Rébellions de 1837-1838*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 323.
45. André Bernard, «L'abstentionnisme des électeurs de langue anglaise au Québec», in Daniel Latouche et al. (dir.), *Le processus électoral au Québec*, Montréal, Hurtubise HMH, 1976.
46. Maurice Séguin, *La nation canadienne et l'agriculture*, Trois-Rivières, 1970; Brunet, «Trois dominantes».
47. «La question sociale au Québec, 1880-1930. Perspectives historiographiques et critiques», in Ginette Kurgan-van Hentenryk, *La question sociale en Belgique et au Canada*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 1988, pp. 54,55.
48. Un de ces groupes a été formé par Linteau, Robert et Jean-Paul Bernard à l'Université du Québec à Montréal dans les années 1970. Dans les années 1980, une deuxième groupe dirigé par Brian Young a été établi à McGill.
49. Copp, *Anatomy of Poverty*; Linteau, *Maisonneuve*; Alan Artibise, *Winnipeg: A Social History of Urban Growth*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1975.
50. LDR, I, p. 469.
51. Ces chiffres ont été tirés du recensement de 1921 et sont fondés sur la définition suivante d'un centre urbain: une ville, une municipalité ou un village constitués, ayant une population de plus de 1000 habitants.
52. LDR, I, p. 470.
53. YD, pp. 128, 223-224.
54. LDR, I, p.181.



55. À titre d'exemple, voir Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974; Allan Greer, *Peasant, Lord and Merchant*, Toronto, University of Toronto Press, 1985; Normand Séguin, *La conquête du sol*, Québec, Boréal Express, 1977; Normand Séguin et Serge Courville, *Rural Life in Nineteenth Century Quebec*, Ottawa, Société historique du Canada, 1989. Bouchard défend avec force le besoin de comparer le Québec rural avec les autres parties de l'Amérique du Nord, dans «Sur les mutations de l'historiographie québécoise»; voir aussi «L'historiographie du Québec rural et la problématique nord-américaine avant la révolution tranquille: Études d'un refus», *RHAF* 44 (1990) 199-222. Béatrice Craig avance le même argument dans «Pour une approche comparative», *Histoire sociale* 46 (1990) 249-70. Il y a aussi un certain nombre d'historiens, tels que Christian Dessureault, Sylvie Dépatie et J.I. Little, qui ont exploré le Québec rural, bien qu'une fois de plus, leurs efforts ne dépassaient pas la fin du dix-neuvième siècle. Par exemple, voir Sylvie Dépatie et al., *Contributions à l'étude du régime seigneurial canadien*, Lasalle, QC, Hurtubise HMH, 1987; Little, *Nationalism, Capitalism and Colonization in Nineteenth Century Quebec*, Montréal, McGill-Queen's, 1989.
56. Les travaux de Bouchard sur les modes de succession représentent une importante exception à la règle, car ils abordent le vingtième siècle. Voir, par exemple, «Les systèmes de transmission des avoirs familiaux et le cycle de la société rurale au Québec du 17<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècle», *Histoire sociale* 26 (1983) 35-60; «La dynamique communautaire et l'évolution des sociétés rurales québécoises aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles», *RHAF* 40 (1986) 51-71; «Sur la reproduction familiale en milieu rural: systèmes ouverts et systèmes clos», *Recherches sociographiques* 28 (1987) 229-51; Co-intégration et reproduction de la société rurale», *Recherches sociographiques* 29 (1988) 283-310.
57. LDR, I, p. 267.
58. YD, p. 214.
59. Brunet, «Trois dominantes»; Ouellet, *Economy, Class and Nation*, 241; Brian Young, *In Its Corporate Capacity*, Montréal, McGill-Queen's, 1986; William Ryan, *The Clergy and Economic Growth in Quebec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966.
60. Copp, *Anatomy of Poverty*, p. 60.
61. Rudin, *Forgotten Quebecers*, chap.9; Donat Taddeo et Raymond Taras, *Le débat linguistique au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987.
62. Voir, de cet auteur, *In Whose Interest: Québec's Caisses Populaires, 1900-1945*, Montréal, McGill-Queen's, 1990.
63. Jacques Rouillard, «Le militantisme des travailleurs au Québec et en Ontario», *RHAF* 37 (1983) 201-225.
64. *Ibid.*, p. 211.
65. Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN*, Montréal, Boréal Express, 1981, pp. 41-42.
66. Rouillard, «Le militantisme...», p. 212.
67. Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec*, Montréal, Boréal, 1989, p. 8.
68. Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois I*, Montréal, Boréal Express, 1986, p. 35.
69. *Ibid.*, p. 243.
70. *Ibid.*, p. 278.
71. *Ibid.*, p. 291.
72. Marcel Hamelin, *Les premières années du parlementarisme québécois*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974; Brian Young, *Promoters and Politicians* Toronto, University of Toronto Press, 1978; Linteau, *Maisonneuve*; Ronald Rudin, «Boosting the French Canadian Town», *Urban History Review* (1982) 1-10.

73. LDR, II, p.637. Ce point de vue est également défendu par Copp dans *Anatomy of Poverty*, lorsqu'il propose que seules des difficultés financières ont empêché les gouvernements du Québec de combattre les problèmes issus de la vie urbaine.
74. À ce sujet, voir James Ian Gow, *Histoire de l'administration publique québécoise, 1867-1970*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1986.
75. Ralph Heintzman, «The Political Culture of Quebec, 1840-1960», *Revue canadienne de science politique* 16 (1983).
76. *Ibid.*, p. 58.
77. Voir les nouveaux essais qu'il a écrits pour *Economy, Class and Nation*.
78. Hubert Guindon, *Quebec Society: Tradition, Modernity and Nationhood*, Toronto, University of Toronto Press, 1988; *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Saint-Martin, 1990.
79. Gilles Paquet, «Hubert Guindon: Hérisson», *Recherches sociographiques* 30 (1990) 275-6.
80. *Ibid.*, p. 281.
81. David Stannard, «American Historians and the Idea of National Character», *American Quarterly* 23 (1971) 202-220.
82. Novick, *That Noble Dream*.
83. Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté: le libéralisme des milieux d'affaires francophones de Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988. Cependant, après la parution de son *Histoire des idéologies au Québec aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles* (Montréal, Boréal, 1993), l'espoir que j'entretenais en 1992 de la voir échapper au modèle révisionniste s'est estompé. Après avoir pris soin, dans son premier ouvrage, de ne pas exagérer le rôle du libéralisme au Québec à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle déclare, dans son dernier livre, que: «Les idées libérales sont présentes dans la société québécoise depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle; elles s'enracinent au fur et à mesure que l'on avance dans le siècle suivant et elles dominent au XX<sup>e</sup> siècle» (p. 115). Pour ma critique de ce livre, voir *RHAF* 48 (1994) 275-7.
84. LDR, I, 308; Roy, *Progrès*, p. 35
85. André Vachet, «Post-scriptum à Jean-Paul Bernard: libéralisme ou pas...», in Claude Savary (dir.), *Les rapports culturels entre le Québec et les États-Unis*, Québec, IQRC, 1984; Roy, *Progrès*, pp. 39-40.
86. Roy, *Progrès*, p. 283.
87. Puisqu'il s'agit essentiellement d'un article sur l'historiographie du Québec, ces commentaires concernant l'Irlande seront courts et ne prétendent pas constituer une discussion complète des tendances récentes de l'historiographie irlandaise.
88. L'interprétation nationaliste est résumée dans T.W. Moody, «Irish History and Irish Mythology», *Hermathena* 124 (1978) 7-24.
89. Louis Cullen, «Irish Economic History: Fact and Myth», dans *Formation of the Irish Economy*, Cork, Mercier Press, 1969.
90. Ce point de vue est avancé dans Cullen, *An Economic History of Ireland Since 1660*, Londres, Batsford, 1970.
91. Par exemple, voir Raymond Crotty, *Irish Agricultural Production*, Cork, Cork University Press, 1966.
92. Sean Connolly, Raymond Crotty, *Irish Agricultural Production*, Dundalk, Dundalgan Press, 1985; Emmet Larkin, «Church, State and Nation in Modern Ireland», *American Historical Review* 80 (1975) 124-176; J.H. Whyte, *Church and State in Modern Ireland, 1923-1970*, Dublin, Gill and Macmillan, 1971.

93. R.F. Foster, *Modern Ireland 1600-1972*, Londres, Penguin, 1988.
94. En français dans le texte.
95. *Ibid.*, p. 595.
96. *Ibid.*, p. ix.
97. *Ibid.*, p. 42.
98. *Ibid.*, p. 179.
99. *Ibid.*, p. 289.
100. *Ibid.*, p. 596.
101. *Ibid.*, p. 318.
102. *Ibid.*
103. Cormac O Gráda, *Ireland before and after the Famine*, Manchester, Manchester University Press, 1988, p. 122.
104. O Gráda, «Poverty, Population and Agriculture, 1801-45», in W.F. Vaughan (dir.), *A New History of Ireland V*, Oxford, Clarendon Press, 1989, p.128; *Ireland before and after*, p.78.
105. O Gráda, *Ireland before and after*, p. 122.
106. *Ibid.*, p. 79.
107. Cormac O Gráda, *The Great Irish Famine*, Londres, Economic History Society, 1989, p. 65.
108. O Gráda, «Poverty, Population and Agriculture», p. 128; *Ireland before and after*, p. 122.
109. O Gráda, *Ireland before and after*, p. 122; *Great Irish Famine*, p.65.
110. O Gráda, *Ireland before and after*, p. 122. Le point-de-vue post-révisionniste est défendu jusqu'à un certain point par Joel Mokyr dans *Why Ireland Starved*, Londres, Allen and Unwin, 1984. Mokyr a combiné l'utilisation des méthodes des sciences sociales des révisionnistes avec la détermination de prendre en considération l'hostilité britannique envers les Irlandais, ce qui est une caractéristique de l'historiographie traditionnelle.
111. O Gráda, *Ireland before and after*, pp. 81-82.
112. Thomas Barlett, «Review Article: *New History of Ireland*», *Past and Present* 116 (1987) 208.
113. J.M. Goldstron, recension de *Ireland before and after the Famine* de Cormac O Gráda, in *Economic History Review* 42 (1989) 422.